Le Burundi prépare un référendum pour l'amendement de la Constitution

@rib News, 12/12/2017 Source Xinhua Le président burundais, Pierre Nkurunziza, a procédé mardi dans la com

de Bugendana de la province de Gitega au centre du pays, au lancement de la campagne d'explication des articles de la Constitution actuelle à amender avant de la soumettre au référendum. [Photo : Nkurunziza à son arrivée aux cérémonies de lancement de la campagne pour le référendum constitutionnel.]

S'exprimant en langue nationale devant des Burundais et des autorités invitées à ces cérémonies, il a annoncé que les articles à amender sont uniquement ceux qui ont des imperfections par rapport à la démocratie, affirmant en même temps et à cet effet que les articles considérés comme le pilier de la démocratie ne seront pas concernés par ces amendements prévus. Il a indiqué à cet égard des articles qui prêtent entre autres la paix et la sécurité, la protection de l'opposition des intérêts des minorités. Le président Nkurunziza a demandé au ministre de l'Intérieur et de la Formation Patriotique d'organiser dans les meilleurs délais le calendrier des activités à mener des provinces jusqu'aux fins fonds des collines. A la Commission Nationale Electorale Indépendante, il lui a demandé de procéder elle aussi à mettre sur pied sans délai les décomptes dans les provinces et communes pour mettre en exécution cette campagne d'expliquer le besoin de faire des amendements de cette Constitution pour lui éter "des articles devenus obsolètes et la rendre conforme aux autres Constitutions des pays de la Communauté Est Africaine". Des avertissements ont été faits à l'endroit de quiconque cherchera à être une entrave à cette campagne touchant du doigt entre autres certains administratifs à la base, certains leaders des partis politiques et certaines organisations de la société civile qui se comportent comme des partis politiques. Les médias ont été invités quant à eux à donner leurs contributions à cette campagne en se soumettant au professionnalisme, en évitant de pencher pour tel ou tel autre, en diffusant des rumeurs ou en divulguant des secrets. Le chef de l'Etat avait d'abord passé en revue l'historique de l'idée de faire des amendements de cette Constitution faisant entendre que cette idée est née des différents forums organisés et du rapport de la Commission Nationale du Dialogue Inter-burundais, ajoutant qu'en l'absence de lois claires, les institutions deviennent faibles au même moment où le désordre s'installe sans que la population puisse voir son avenir. Il a fait savoir que cela s'est produit au Burundi en 1961, en 1965, en 1993, en 2010 et plus récemment en 2015. Les prochaines élections de 2020 se conformeront à cette nouvelle Constitution qui sera issue du prochain référendum sur les amendements de l'actuelle Constitution, selon les autorités.

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});